

LES SIX MOIS DE CHARLES MICHEL, PREMIER La revanche du laissé-pour-compte

Le Premier ministre veut se faire respecter en redressant un pays en plein trauma psychologico-politique. Imprégné des méthodes flamandes, il prend avec plaisir et conviction sa revanche sur la Wallonie socialiste. Une stratégie risquée.

Par **Olivier Mouton**

Le « petit Charles » – ce fils de Louis dont les socialistes francophones moquaient le côté premier de classe et le manque de popularité avant de l'accuser cet été d'être un « kamikaze » – a pris de la carrure et de l'assurance après six mois passés au 16, rue de la Loi. Tel un leitmotiv, le Premier ministre ne cesse d'asséner, fort des réformes socio-économiques et sécuritaires engrangées: « Que l'on soit d'accord avec nous ou pas, nous sommes un gouvernement qui décide. » Son homologue wallon, taxé d'« irresponsable » dans le débat budgétaire, en serait l'antithèse.

« Tenace et obstiné », selon ses propres termes, Charles Michel vise un « rendez-vous avec l'Histoire » d'ici deux ou trois ans, quand il aura « remis la Belgique en ordre ». Espoir secret: faire de son parti le numéro un francophone incontesté. Et de lui-même, un homme enfin respecté.

L'hyper-pragmatique. Pour y arriver, Charles Michel n'utilise pas le ton enflammé de son prédécesseur libéral Guy Verhofstadt qui, quand il était Premier entre 1999 et 2008, multipliait les figures de style et les déclarations visionnaires. « On me reprochait mon caractère soi-disant lisse et peu flamboyant, mon côté animal de sang-froid,

autant de traits qui sont aujourd'hui considérés comme des atouts », souligne l'actuel locataire du 16. L'homme a une « bible » sous la main, l'accord de gouvernement, et une « intime conviction », la nécessité de réconcilier protection sociale et encouragement de l'initiative économique.

Même si les faits devront valider le slogan, il avance pas à pas: saut d'index, allongement de l'âge de la pension, arsenal de mesures sécuritaires, conclave budgétaire... Son carnet est déjà rempli jusqu'à l'été: sécurité énergétique, réforme de la SNCB et, surtout, le fameux tax-shift. « Nous pouvons enfin prendre des mesures qui étaient impossibles avec le PS à bord en faveur des PME, de l'Horeca, des *starters*..., plaide-t-il. Dans deux ou trois ans, je suis persuadé qu'on verra le résultat. Tandis qu'en Wallonie, cela risque d'être désastreux. »

Le Premier flamandisé. C'est, au fond, comme si ce Premier ministre francophone avait parfaitement endossé le costume de chef d'une coalition de centre-droit, dominée par trois partis flamands. Comme si, dans l'action, son caractère se révélait similaire à celui de personnalités nordistes qui avancent sans s'embarrasser d'état d'âme, mettent de côté l'émotionnel et osent dire tout haut ce que certains pensent tout bas. « On affirmait que le MR risquait d'être le point faible, nous sommes en réalité celui qui génère les décisions », appuie en outre Charles Michel. On lui reproche de manquer d'autorité face à la N-VA et à Bart De Wever, qui multiplient les provocations non sanctionnées tout

●●● en le qualifiant en retour de « grand Monsieur »? Le Premier affirme au contraire que la confiance des quatre partis de la majorité, acquise grâce à un travail d'écoute permanent et de recadrage hors du grand cirque médiatique quand c'est nécessaire, lui donne plus que jamais les coudées franches. « L'autorité, c'est comme cela que je la construis. »

L'anti-Di Rupo. Succédant à Elio Di Rupo au 16, Charles Michel a imposé la rupture, tant sur le fond que sur la forme. Il enchaîne les séquences – annonce des réformes, maturation dans la discrétion des décisions, concertation limitée à son strict minimum, communication médiatique dans un bilinguisme parfait... –, là où son prédécesseur mettait surtout en avant son rôle de représentation symbolique. « Ce n'est pas le Roi Soleil comme l'était Di Rupo », a souligné sur Bel RTL Hendrik Vuyse, chef de groupe N-VA à

la Chambre. Là encore, le profil de Michel correspond mieux à une Flandre stricte et austère qu'à une Wallonie davantage tournée vers le romantisme français. Si la popularité de Charles Michel grimpe dans les sondages d'opinion, c'est d'ailleurs en Flandre que c'est le plus perceptible. « Mais cela bouge en Wallonie. Depuis deux ou trois mois, nous recevons énormément de messages de francophones nous encourageant : ils ne sont pas bêtes, ils savent qu'il faut faire bouger les choses », entend-on au 16.

Le revanchard wallon. Oui, il y a du revanchisme dans l'attitude du Premier ministre tant lui, et son père avant lui, ont dû ronger leur frein dans l'opposition régionale en raison de l'emprise socialiste et des choix du couple Di Rupo-Milquet. « Il n'y a pas un millième de seconde ce sentiment de revanche, se défend-on pourtant au 16. Nous faisons simplement un constat lucide et nous avons le courage de prendre des mesures. » Il n'empêche : la guerre des chiffres budgétaires entre Charles Michel et le ministre-président Paul Magnette (PS), qui a atteint son climax avant les vacances de Pâques, illustre à quel point le traumatisme psychologique de l'après-25 mai reste bien vivant. Ce qui aurait dû être un simple exercice technique s'est transformé en bras de fer politique. « Je voudrais que le gouvernement wallon joue un peu moins l'opposition au gouvernement fédéral et assume un peu plus ses responsabilités », lance Charles Michel. En se déclarant « triste » que le sud de pays ne profite pas de cette pause institutionnelle pour se mettre en ordre de marche. « Depuis huit mois, il n'y a pas eu de courage politique pour décider des réformes rendues possibles par la sixième réforme de l'Etat, notamment en matière d'aides à l'emploi, un budget de 1,5 milliard. » Les majorités asymétriques nées des dernières élections ont donné le jour, du côté francophone, à un fédéralisme de confrontation. S'il est un terrain sur lequel le Premier ministre cogne, c'est celui-là. Avec une autre conviction, davantage stratégique celle-là : le MR doit devenir le premier parti wallon en 2019 s'il veut retrouver le pouvoir dans les Régions.

L'homme d'Etat adolescent. A trente-neuf ans à peine, Charles Michel s'est transformé en quelques mois en gestionnaire décomplexé, en Premier ministre « serein et déterminé » qui avance malgré les attaques violentes de l'op-

position francophone (*lire la suite de notre dossier, page 20*). Ses détracteurs affirment qu'il devrait être davantage au-dessus de la mêlée, plus libre d'exister en dehors de sa majorité. Lui balaie d'un revers de la main : « Mon style, c'est celui-là. J'emmène une équipe qui remet de l'ordre

dans ce pays et cela portera ses fruits. » Il en veut pour preuve les avis positifs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Commission européenne ou cette réunion, il y a peu, au cours de laquelle des investisseurs étrangers sont venus lui dire tout le bien qu'ils pensaient des réformes entreprises depuis six mois. Ne prépare-t-il pas le lit du confédéralisme, dont la N-VA répète qu'elle en a fait son objectif pour 2019 ? Rien ne dit qu'il y aura une majorité en ce sens, car le CD&V et l'Open VLD ont compris qu'ils ne devaient plus jouer dans le jeu de la N-VA, dit-on au MR. Et d'affirmer : « Le comportement actuel du PS est le meilleur argument pour la N-VA et les séparatistes. » Si Charles Michel a grandi, il doit encore prouver qu'il peut apaiser le pays et faire reculer la N-VA. C'était l'objectif que s'était fixé son prédécesseur Elio Di Rupo. Avant d'échouer. ● O.M.

« Coincé par la N-VA », « clanique », « dédaigneux » : Charles Michel irrite...

Les figures de proue de l'opposition francophone dénoncent un Premier ministre revancharde, qui a opté pour la confrontation et gagnerait à prendre davantage de liberté. En a-t-il la capacité ? Ou la volonté ?

Par **Olivier Mouton**

U

n Premier ministre pieds et poings liés à la N-VA, qui renonce à ses valeurs. Un bourreau de travail, certes, mais qui ferait bien de se lâcher et d'abandonner ses slogans incantatoires préparés par ses équipes de communication. Un traître de la cause francophone, devenu idéologiquement aveugle et dédaigneux. Pour ceux qui ne sont pas de son bord et qui le fréquentent au Parlement ou dans les négociations sociales, Charles Michel a endossé le costume du 16 en revancharde, prêt à tous les renoncements pour aller au bout de la législature. Quitte à s'isoler complètement du côté francophone.

« Il n'a pas peur de transgresser les codes et de provoquer des ruptures, que ce soit dans un bon ou, plus souvent, dans un mauvais sens, constate Laurette Onkelinx, l'ancienne vice-Première PS devenue sa plus farouche adversaire en tant que cheffe de groupe à la Chambre. Mais ce qui me frappe le plus chez lui, c'est que c'est un homme de clan ! Quand il dirigeait le MR, c'était déjà le clan Michel contre le clan Reynders. Aujourd'hui, c'est celui de la majorité contre celui de l'opposition, celui du

fédéral contre celui des Régions... Il n'arrive pas à fonctionner autrement que dans la confrontation. »

« Il s'est enfermé dans un système »

Lors de la guerre des chiffres autour de l'ajustement budgétaire, le ministre-président wallon Paul Magnette (PS) est littéralement sorti de ses gonds, estimant que le Premier fédéral se comportait à l'égard des Régions comme un « ministre des Colonies » et réclamant en pleine réunion du comité de concertation qu'il « abandonne son sourire ironique ». Son ministre du Budget Christophe Lacroix n'a pas hésité à affirmer que Michel « mettait la Belgique en jeu ».

« Il y a parfois chez Charles Michel une forme de dédain, regrette Olivier Maingain, président des FDF, qui a connu des relations tendues avec lui avant l'éclatement du cartel avec le MR. Comme s'il considérait qu'il n'a pas à se soumettre à un débat contradictoire. Il use et abuse du ressort de l'antisocialisme, ce qui est sans doute bénéfique pour son électorat, mais on est en droit d'attendre une autre vision du Premier ministre. Il joue une partition décidée à l'avance. Ses équipes de communication lui disent les cinq mots à placer à tout prix. C'est sa manière à lui de se protéger, mais il gagnerait à être plus naturel, plus spontané, plus libre par rapport à sa majorité. »

Devenu le « meilleur ennemi » du MR, celui qui incarnerait tous les maux dont souffre la Wallonie, Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB, estime que le Premier ministre est tout simplement devenu « l'otage de la N-VA ». « Parce qu'il le veut bien ! clame-t-il. Il s'est enfermé dans un système dont il ne peut plus sortir. »

L'homme en veut pour preuve que ses premiers contacts directs avec Charles Michel lui donnaient l'impression d'un homme ouvert au dialogue, même si ses convictions politiques sont profondément divergentes. « Mais il y a une forte différence entre une discussion en privé avec lui et une rencontre avec le gouvernement. La difficulté, évidemment, c'est qu'au sein du gouvernement, la N-VA et le bourgmestre d'Anvers lui rappellent sans cesse qu'il ne représente qu'un quart de la population francophone. Un exemple ? Au moment de la négociation sur les prépensions, il m'avait dit explicitement qu'en cas d'accord au sein du Groupe des 10, il ferait en sorte que le gouvernement l'applique. Des modifications sont pourtant intervenues, loin d'être anodines. C'était la volonté de la N-VA et de l'Open VLD ! Je le dis clairement : il suit la logique de la Flandre. » Marc Goblet est sans appel : « Je ne peux plus lui faire confiance. »

Le constat est similaire dans le chef de Benoît Lutgen. Le président du CDH n'avait pas hésité à qualifier Charles Michel de « menteur » dans la presse au moment de la négociation des gouvernements fédéral et régionaux. Cette colère froide avait été provoquée par des fuites révélant de façon tronquée, selon lui, des discussions avec le président du MR avant qu'il ne se lance dans l'aventure de la suédoise. Son analyse depuis ? Charles Michel a tenté ce pari fou et renoncé à de nombreux engagements préélectorales (accord avec la N-VA, saut d'index, augmentation de l'âge de la pension) pour sauver sa peau à l'intérieur de son parti. Il s'était engagé à le faire revenir au pouvoir et cette alliance de droite était la seule manière d'y arriver, en garantissant au passage sept postes ministériels. Une fuite en avant, mêlant esprit de revanche et ana-

lyse stratégique : ce faisant, le MR se pose en seule alternative au PS du côté francophone.

« En rejetant l'opposition d'un bloc, le Premier ministre se prive de points d'appui, regrette Jean-Marc Nollet, chef de groupe Ecolo à la Chambre. Il se ferme, endosse complètement le projet au risque de limiter son avenir à cela. Sincèrement, pour l'instant, d'autres possibles ne transparaissent pas encore. » Un constat d'autant plus cru que Charles Michel ne dispose pas de la même aisance que l'ancien Premier ministre libéral flamand Guy Verhofstadt. « Bien sûr, Charles Michel a son bilinguisme pour lui, prolonge Jean-Marc Nollet, mais Verhofstadt avait bien plus que cela : le charisme. Il pouvait rire, y compris de lui-même. Quand Charles Michel le fait, c'est plus calculé, moins spontané. » « Par tempérament, ce n'est pas quelqu'un qui se jette dans la lutte comme le faisait Verhofstadt, appuie Olivier Maingain. Lui, il avait en outre un flair politique qui lui permettait d'anticiper les problèmes. Charles Michel est plus réactif que proactif face aux peaux de banane de la N-VA. »

« Un calme olympien »

En réponse à ces critiques, le ministre fédéral du Budget Hervé Jamar, proche de Charles Michel, défend un Premier ministre dont il souligne avec admiration le « calme olympien ». « La sérénité affichée par Charles n'est pas étrangère au fait que l'on reconnaisse aujourd'hui la légitimité de cette coalition après des débuts difficiles. Il aurait pu péter un câble, mais ce n'est pas dans son caractère. La fronde outrancière de l'opposition a même un effet contraire à celui qui était escompté : cela a renforcé notre équipe. »

Hervé Jamar décrit un homme « extrêmement méticuleux et exigeant par rapport aux autres comme il l'est avec lui-même », soucieux de superviser tout « jusqu'à la moindre conférence de presse », « un travailleur hors pair », un Premier qui a « d'excellentes relations avec ses vice-Premiers ministres »... « Nous sommes un gouvernement qui décide, même si tout le monde n'est pas

d'accord avec les options prises, clame-t-il. Quand un problème se pose, Charles revient au rationnel, à l'ABC de l'accord de gouvernement. Si celui-ci persiste, il demande cinq minutes de pause, organise des bilatérales et remet les choses sur les rails. Le tout avec courtoisie, politesse et rationalité. »

Quant au risque d'isolement du côté

francophone... « Depuis 2004, on ne fait de toute façon pas de cadeaux, balaie Hervé Jamar. Nous avons compris que le MR devra devenir le premier parti de Wallonie pour avoir la main – c'est d'autant plus vrai aujourd'hui qu'Ecolo et le PS prennent des accents davantage à gauche, et que Benoît Lutgen ne porte visiblement plus Charles Michel dans son cœur. » ●